

**A N N E X E « C »**  
**DÉCISION DE LA CPTAQ**  
**(47020-247768)**

---



Commission de protection  
du territoire agricole  
du Québec

## DÉCISION

### IDENTIFICATION DU DOSSIER

Numéro	: 47020 - 247768
Lot(s)	: P. 16, P. 17
Superficie visée	: 23,1 hectares
Cadastre	: Paroisse de Sainte-Cécile-de-Milton
Circonscription foncière	: Shefford
Municipalité	: Granby
MRC	: La Haute-Yamaska

### Nom des parties

ROLAND THIBAUT INC

Partie DEMANDERESSE

REGROUPEMENT DES CITOYENS  
a/s de Claude Tétreault

Partie MISE EN CAUSE

Membres présents : M<sup>r</sup> Bernard Trudel, commissaire  
Diane J.-T. Fortier, commissaire  
Jean-Paul Désilets, commissaire

Date de la décision : Le 15 avril 1998

### LA DEMANDE

Roland Thibault inc. exploite un site d'enfouissement sanitaire sur une partie du lot 16A.

Compte tenu que la capacité d'enfouissement à cet endroit est en voie d'être atteinte, la compagnie demanderesse sollicite l'autorisation d'agrandir le site en utilisant une partie des lots 16 et 17, d'une superficie de 23,1 hectares.

### L'AVIS DE LA MUNICIPALITÉ

La municipalité du Canton de Granby s'oppose à la demande en indiquant qu'elle n'est pas conforme à sa réglementation, les sites d'enfouissement sanitaire étant interdits dans cette zone.

### L'AVIS DE LA MRC

La MRC de la Haute-Yamaska est également défavorable pour les raisons suivantes :

- elle a modifié son schéma d'aménagement en 1992 aux fins de limiter au seul lot P.16A le périmètre autorisé d'un site d'enfouissement;
- la demande porte donc sur des lots localisés à l'extérieur de la zone alors retenue au schéma d'aménagement;
- le deuxième projet de schéma révisé (PSAR2) prévoit l'aménagement d'un nouveau lieu d'enfouissement sanitaire (L.E.S.) sur un terrain appartenant à la MRC et sis en bordure du chemin 10<sup>ième</sup> Rang est à Saint-Joachim-de-Shefford; ce terrain présente un potentiel agricole moins intéressant et s'inscrit dans un milieu agricole moins intensif que l'étendue visée par la présente demande;
- l'opposition de la MRC n'est pas du tout motivée par des considérations découlant du syndrome « pas dans ma cour », mais bien à cause d'une réalisation qui irait à l'encontre d'une volonté politique très ferme à mettre sur pied une solution globale de gestion des déchets à l'usage exclusif de la population de la MRC.

### L'AUDITION PUBLIQUE

Une audition publique a été requise, et elle s'est tenue à Longueuil le 18 décembre 1997.

Les plaidoiries qui recoupent les diverses représentations peuvent se résumer comme suit :

### LA PLAIDOIRIE DE LA DEMANDERESSE

#### L'objection préliminaire

- si on se réfère à l'article 82 de la loi modifiant la *Loi sur la protection du territoire agricole* ...; le législateur a spécifié sans ambiguïté l'application de la loi et sa non-rétroactivité à certaines situations;
- il y a lieu à interprétation lorsque la législation est muette sur un point, mais dans le présent cas la disposition est très claire;

(1996 L.Q. c. 26) (la loi elle-même appelée ci-après LPTA dans sa version antérieure au 20 juin 1997 et LPTAA dans sa version postérieure, celle-ci étant entrée en vigueur le 20 juin 1997 par le décret 739-97 du 4 juin 1997 (1997) II GOQ 3479, tel que prévu à 1996, L.Q. c. 26, a. 90)

Le respect de l'environnement

- Roland Thibault inc. opère ce lieu d'enfouissement sanitaire (ci-après appelé le L.E.S.) depuis plus de quarante ans et, au fur et à mesure de son exploitation par les trois générations de Thibault qui se sont succédées, a mis en place des mesures de respect et de protection de l'environnement dûment négociées avec le ministère de l'Environnement et de la Faune (ci-après appelé le MEF);
- ce respect de l'environnement et les techniques d'ingénierie nécessaires ont exigé des investissements considérables, mais ont contribué à établir une relation harmonieuse entre la compagnie et le MEF;
- l'acquisition de la propriété contiguë concrétise la volonté de la compagnie d'offrir le service public de l'enfouissement des ordures ménagères aux populations environnantes;

Le droit

- l'article 61.1 LPTAA ne peut s'appliquer à la présente demande puisque ce n'est pas « une nouvelle utilisation » car le L.E.S. est situé à cet endroit depuis plus de quarante ans;
- le rapport agronomique produit par Pierre Benoit, ingénieur et agronome, a démontré par ailleurs qu'il n'y a pas dans le territoire de la municipalité du Canton de Granby ni dans le territoire de la MRC de la Haute-Yamaska d'espace approprié disponible aux fins visées par la demande, soit l'agrandissement du L.E.S. de la compagnie;
- l'exploitant de la Ferme Milporc a témoigné à l'effet que le voisinage du L.E.S. ne lui a causé aucun inconvénient, car il n'utilisait l'aire boisée visée que pour un approvisionnement en bois de chauffage; il n'y a aucune présence de coliformes dans les puits de la Ferme Milporc ou ailleurs;
- la jurisprudence de la Commission établit que l'expansion d'un site peut difficilement se réaliser à un endroit autre que sur une étendue contiguë et qu'il est moins perturbant pour l'agriculture d'agrandir une aire d'utilisation que d'en créer une nouvelle;
- l'autorisation sollicitée ne créera pas un achalandage plus grand car le site ne recevra pas plus de déchets que par le passé et que le tonnage demeurera le même (60 000 tonnes annuelles);

- le L.E.S. Thibault a une vocation régionale; il ne fait pas l'importation de déchets de la région montréalaise; c'est plutôt la MRC de La Haute-Yamaska qui exporte ses déchets à l'extérieur;
- dans la plupart des décisions en semblable matière, la Commission, tout en remplissant son rôle de protectrice du territoire agricole, laisse par la suite aux autres instances et autorités toute la latitude quant au respect des lois et règlements environnementaux;
- la *Loi portant interdiction d'établir ou d'agrandir certains lieux d'élimination des déchets* (L.Q. 1995, c. 60) fixe un moratoire à compter du 1<sup>er</sup> décembre 1995; donc, le L.E.S. Thibault ne pourra s'agrandir tant que le règlement sur les déchets solides actuel n'aura pas été remplacé (article 7 de ladite loi);

#### Les avantages de l'agrandissement demandé

- toutes les infrastructures nécessaires à l'exploitation du L.E.S. sont déjà en place et ont été planifiées en vue d'un agrandissement futur; par exemple, le système de traitement du lixiviat a une capacité suffisante pour traiter celui généré par l'agrandissement;
- le territoire agricole a déjà assimilé les infrastructures et on peut dire que le mariage entre cette exploitation et le monde agricole est consommé depuis plusieurs années, sans qu'il n'y ait eu de heurts par le passé, aucun ne se profile à l'horizon;
- l'expertise agronomique de Pierre Benoit démontre que l'aire boisée visée n'est pas exploitée comme érablière et que les chances sont minces qu'elle devienne une érablière exploitable; l'expert forestier, dont les services ont été retenus par la MRC, arrive à la même conclusion; d'ailleurs, la vente autorisée par la Commission à des fins acéricoles ne s'est jamais concrétisée pour la simple et bonne raison qu'il n'y avait aucun potentiel;
- le rapport de EnvirAqua inc. décrit le système qui sera mis en place, soit une double membrane avec deux systèmes de protection et de collecte du lixiviat, avec comme objectif la récupération de tout le lixiviat produit par les déchets; cette façon de faire s'applique à la nouvelle génération des L.E.S. autorisés par le M.E.F.;
- l'autorisation de la Commission n'est que le début d'un processus long et ardu pour faire accepter cet agrandissement;
- en ce qui a trait au PSAR 2 de la MRC, la difficulté rencontrée relève de la politique municipale et dans ce domaine, les décisions et les positions ont tendance à évoluer;

- on doit également mentionner que le ministre de l'Environnement et de la Faune peut pour des motifs d'intérêt public dispenser une personne de détenir les certificats municipaux et l'exempter de l'application d'un règlement municipal (articles 54 et 56 de la *Loi sur la qualité de l'environnement* (L.R.Q. c. Q-2);
- si la Commission ne permet pas l'agrandissement, l'exploitation du site cessera, de même que les emplois qu'elle génère.

## LA PLAIDOIRIE DE LA MRC

### Remarques préliminaires

- ce n'est pas la MRC de La Haute-Yamaska qui a voulu politiser le dossier; c'est la compagnie demanderesse qui a choisi d'opposer son site à celui de Saint-Joachim-de-Shefford, dossier dont la Commission n'est pas saisie;
- la MRC n'a jamais prétendu que la présente demande était assujettie à l'application de l'article 58.5 de la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles*;

### L'absence de conformité

- la demande demeure toutefois assujettie au pouvoir de refus prévu à l'article 62.2 de la précédente *Loi sur la protection du territoire agricole*; conclure autrement assujettirait une demande en attente d'audition, qui bénéficie d'une mesure d'exception, à n'être soumise d'aucune manière à l'étude de la conformité au règlement de zonage local, alors que celles qui continuent d'être régies par la loi antérieure et celles qui sont assujetties au nouveau régime sont soumises à ce critère; les mesures transitoires ne peuvent avoir cet effet;
- la modification législative et particulièrement l'introduction de l'article 58.5 découle d'une reconnaissance et d'un respect du rôle essentiel des municipalités et des MRC dans l'aménagement de leur territoire;
- la demande a été produite de façon précipitée en avril 1997, sans expertises à son soutien, dans le but d'éviter l'application de l'article 58.5 LPTAA;
- le règlement de zonage du canton de Granby prohibe l'usage recherché à cet endroit depuis le 16 août 1989; le schéma d'aménagement actuel et le PSAR-2 de la MRC ne prévoit aucun agrandissement possible du site, le PSAR 2 identifie même un autre site potentiel dans une autre municipalité de son territoire;

- s'il existe un dossier où la mise en application de l'article 62.2 LPTAA mériterait d'être exercée, c'est bien celui de la présente demande; d'ailleurs, la Commission a à plusieurs reprises utilisé cet article pour rejeter des demandes manifestement non conformes à la réglementation locale ou régionale;
- Roland Thibault inc. n'a fait aucune preuve de contestation des réglementations municipales et régionales;
- l'article 62.2 LPTA, introduit en 1989, se voulait le lien entre les régimes d'aménagement prévus à la *Loi sur la protection du territoire agricole et la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (L.R.Q., c. A - 19.1) qui permettrait à la Commission de tenir compte de la décision des intervenants locaux et régionaux en matière d'aménagement de leur territoire;

#### L'avis de non-conformité régional

- l'article 62 LPTAA prévoit au premier paragraphe de son 3<sup>ème</sup> alinéa que la Commission peut prendre en considération un avis de non-conformité émis par la MRC;
- l'alinéa introductif « elle peut prendre en considération » a déjà été interprété dans l'arrêt Gauthier c. CPTAQ, J.E. 93-1285, alors que la Cour du Québec a statué que le « peut » n'est pas attributif de pouvoir discrétionnaire mais bien un « doit » lorsque soumis;
- la Commission doit donc prendre en considération l'avis de non-conformité de la MRC;

#### Les critères de la loi

- on ne peut souscrire à l'argumentation qui veut qu'un agrandissement doive obligatoirement se faire sur un lot contigu; faudrait-il demander que la loi soit réécrite pour prévoir qu'elle ne s'applique pas lorsqu'il s'agit de l'extension d'un usage antérieur, même si celle-ci se réalise sur des lots acquis après l'entrée en vigueur de la loi et même si cet agrandissement n'est pas conforme à la réglementation.
- à l'exception de trois décisions citées par la compagnie demanderesse, toutes les autres émanent de demandes où les instances municipales étaient demanderesse ou appuyaient les projets d'agrandissement; il faut y voir une volonté locale et régionale en matière d'aménagement du territoire, ce qui n'est pas le cas dans le présent dossier;

L'effet d'entraînement

- l'autorisation recherchée par la demanderesse aura pour effet de prolonger la durée de vie (de 23 à 35 ans) d'un usage contraignant, implanté par droits acquis, dans un milieu agroforestier et à proximité des meilleures terres de la MRC;
- preuve a été faite que Roland Thibault inc. possède une superficie de 255,84 hectares dans le secteur immédiat; combien de temps devra s'écouler avant que ceux-ci ne fassent l'objet d'une nouvelle demande d'agrandissement ?

Les autres usages dans le secteur

- les autres usages non agricoles du secteur ont été implantés avant l'entrée en vigueur de la loi;
- la Commission doit être encore plus réceptive quant aux pressions additionnelles qui peuvent déboucher sur l'élimination de l'agriculture environnante;
- une fois l'agrandissement obtenu, aucun contrôle ne peut être mis en place pour limiter la quantité et la provenance des déchets ou pour empêcher la vente de l'entreprise à des tiers,

La remise en agriculture

- le fait de laisser miroiter une possible remise en culture de ces terrains, une fois les déchets enfouis, apparaît peu réaliste, compte tenu de l'utilisation de membranes imperméables;
- l'agronome de la compagnie demanderesse a lui-même indiqué dans son témoignage que la mise en place d'un L.E.S. « présente des conditions adverses pour l'agriculture »;

L'érablière

- en 1990, les motifs allégués pour l'aliénation de l'érablière (dossier numéro 165369), mentionnaient une possibilité de 2500 à 3000 entailles;
- puisque monsieur Laflamme change complètement sa version, on ne peut que demeurer perplexe sur cette variation du potentiel acéricole selon les circonstances;

- on retrouve dans le milieu plusieurs érablières en exploitation active;

### Les conclusions

- les municipalités membres de la MRC doivent procéder par appel d'offres lorsqu'elles accordent des contrats pour l'élimination de leurs déchets; conformément à la loi, ce n'est pas leur volonté mais les lois du marché et l'obligation de retenir le plus bas soumissionnaire qui déterminent le choix du site;
- les représentants élus des citoyens du territoire de la MRC sont unanimes : ils s'opposent à ce projet d'agrandissement;
- dans le respect de ses partenaires municipaux, la Commission se doit de donner effet à cette volonté exprimée sans équivoque.

## LA RÉPLIQUE DE LA DEMANDERESSE

### L'article 62.2 LPTAA

- toute l'argumentation concernant l'article 62.2 tombe à plat car, comme il est mentionné à l'article 40 de la loi 23 (1996), chapitre 26), cet article est abrogé,
- par ailleurs, l'article 82 indique que les demandes, comme celle actuellement présentée, sont régies par les dispositions de la loi modifiée; l'article 62.2 ne peut donc ressusciter;

### La jurisprudence

- la MRC a délibérément oublié les autres motifs invoqués par la Commission lorsque l'article 62.2 était mentionné;
- ce dernier était utilisé à l'intérieur d'un faisceau d'autres critères et ne constituait pas une fin en soi;
- dans une conférence donnée lors d'un colloque tenu à l'Université de Sherbrooke, le 27 octobre 1989, M<sup>e</sup> Louis A. Cormier indiquait :
  - à la page 86 : « Le fait que l'objet d'une demande n'est pas conforme aux règlements municipaux n'empêche pas la Commission d'accorder l'autorisation demandée s'il n'en résulte aucun effet négatif ou encore s'il en résulte des effets positifs pour l'agriculture. »
  - à la page 87 : « Il y a lieu d'être prudent dans l'utilisation de ce motif de refus. »

- la demanderesse croit avoir démontré par les expertises déposées qu'il n'y aura aucun effet négatif à l'agrandissement et même qu'il en résultera des effets positifs, car il y a intérêt à ne pas implanter un nouveau L.E.S. en territoire agricole;
- la décision Gauthier c. CPTAQ & al [1993] R.P.T.A., 113 (C.Q.) traite spécifiquement et uniquement du fait que la Commission n'a pas mentionné dans sa décision si elle avait considéré les conséquences d'un refus pour le demandeur; à la lecture de cette décision, on constate l'importance à donner aux critères agricoles (2<sup>ème</sup> alinéa, 1<sup>o</sup> à 10<sup>o</sup> de l'article 62), importance qui n'est pas la même et qui devient relative pour les critères non agricoles (3<sup>ème</sup> alinéa, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> du même article);

#### Les autres arguments

- la crainte quant aux autres hectares possédés par Roland Thibault inc. est injustifiée, car on y retrouve des résidences privées, des prairies cultivées, des boisés appartenant à des tiers, un dépôt de matériaux secs et une carrière, le tout séparé par une route provinciale (route 133) et un chemin municipal (11<sup>ème</sup> Rang);
- il convient de mentionner qu'aucun intervenant du monde agricole n'a manifesté d'opposition à la demande; l'implantation d'un nouveau lieu d'enfouissement sanitaire en territoire agricole aurait suscité bien plus de réactions;
- le dépôt de la demande ne fut pas précipité, il fut même tardif; il suffit de comptabiliser les délais pour faire progresser un tel dossier devant le MEF et le BAPE et pour implanter les infrastructures, sans compter les efforts et le temps pour la négociation au plan politique;
- l'unanimité des représentants municipaux contre le projet Thibault, proposée par l'argumentation de la MRC, relève d'un syllogisme vicieux.

#### LES MOTIFS DE LA COMMISSION

##### La non-conformité

Compte tenu de l'évolution progressive de la loi (LPTA et LPTAA) sous cet aspect et de l'importance que lui ont attribuée la compagnie demanderesse et les opposants, la Commission estime nécessaire d'accorder une attention particulière à la non-conformité de la demande à la réglementation municipale et aux objectifs du schéma d'aménagement

Jusqu'en 1989, la *Loi sur la protection du territoire agricole* (LPTA) n'exigeait à toute fin pratique qu'une recommandation de la Municipalité. Si cette dernière faisait défaut de la transmettre à l'intérieur d'un certain délai, le demandeur pouvait s'adresser directement à la Commission.

Il convient de rappeler également qu'en 1979 est entrée en vigueur la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (1979 L.Q. c. 51) et que jusqu'en 1985 furent créées les MRC (1979, L.Q. c. 51 a. 3), avec des responsabilités d'aménagement qui se sont d'abord traduites par un règlement de contrôle intérimaire, un schéma, un plan directeur et des règlements de zonage, de lotissement et de construction, tant au niveau des MRC que des municipalités locales.

Il devenait donc nécessaire de réviser – cette fois de concert avec les MRC – la zone agricole qui avait été établie avec chaque municipalité à l'origine de la loi (1978 L.Q. c. 10).

Au moment où se sont conclues toutes les révisions – ou presque – est apparu l'article 62.2 de la loi (1989 L.Q. c. 7). Celui-ci se lisait comme suit :

« 62.2 La Commission peut refuser une demande pour le seul motif que celle-ci n'est pas accompagnée de l'indication selon laquelle elle est conforme aux règlements de la corporation municipale, au règlement de contrôle intérimaire, au schéma d'aménagement ou au document complémentaire en vigueur. »

L'évolution de la législation dans cette orientation a finalement débouché sur l'adoption de la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles* (LPTAA, L.R.Q. c. P-41.1). L'harmonisation des décisions de la Commission avec les objectifs du schéma et la réglementation municipale est devenu tellement nécessaire qu'elle est dorénavant une condition à la recevabilité d'une demande, et ce depuis le 20 juin 1997.

Toutefois, les dispositions transitoires (1996 L.Q. c. 26 a. 82) indiquent que les demandes déposées avant le 20 juin 1997, mais qui n'ont pas fait l'objet d'une audition avant cette date, ne peuvent être jugées irrecevables même si la Commission a reçu un avis de non-conformité au règlement de zonage de la Municipalité.

Puisque la demande de Roland Thibault inc. a été reçue à la Commission le 15 avril 1997 et qu'elle n'avait pas fait l'objet d'une audition avant le 20 juin 1997, elle doit manifestement être jugée recevable. La Commission n'a pas non plus à faire un procès d'intention aux représentants de la compagnie quant au choix de la date du dépôt de la demande.

Par ailleurs, la même disposition transitoire indique clairement que telles demandes sont quand même régies, pour le reste par les dispositions de la loi modifiée (LPTAA, L.R.Q. c. P-41.1).

Or, en vertu de cette dernière, l'article 62.2 de la *Loi sur la protection du territoire agricole* est abrogée. Les dispositions à cet effet sont claires et ne sont pas sujettes à interprétation. La Commission n'a pas l'autorité de faire revivre l'ancien article 62.2 (LPTA) et ne peut donc invoquer le critère facultatif ou discrétionnaire de cet article à l'appui de sa décision.

Cela dit, compte tenu de l'évolution de la législation et de l'objectif maintenant atteint par la nouvelle loi - l'irrecevabilité prévue par l'article 58.5 LPTAA -, la Commission est-elle en droit d'accorder dans le présent dossier une importance ou une prépondérance, par rapport aux autres critères, à ce souci, bien légitime par ailleurs, d'harmoniser sa décision avec les politiques d'aménagement conçues selon les règles par les autorités locales et régionales pour le milieu.

Comme l'indiquait le juge Dickson [1977] I.R.C.S. 271, 279,

« les lois ne doivent pas être interprétées comme ayant une portée rétroactive à moins que le texte de la loi ne le décrète expressément ou n'exige implicitement une telle interprétation. »

L'irrecevabilité maintenant prévue à l'article 58.5 de la loi (LPTAA) ne saurait être retenue comme motif dans le présent dossier - même indirectement ou accessoirement - sans lui accorder un certain effet rétroactif.

Reste donc, sous cet aspect, le premier critère du 3<sup>ème</sup> alinéa de l'article 62 de la loi :

« Elle (la Commission) peut prendre en considération : 1° un avis de non-conformité aux objectifs du schéma d'aménagement et aux dispositions du document complémentaire transmis par une municipalité régionale de comté ... »

Il apparaît opportun, comme l'a fait la MRC opposante, de s'arrêter sur l'interprétation du mot « peut ».

On allègue que parfois, selon le contexte, « peut » a le sens de « doit » et on cite à ce propos l'arrêt Gauthier c. CPTA & al [1993] R.P.T.A., 113 (C.Q.).

Il ne faut pas trop s'y méprendre. Rappelons d'abord que dans un arrêt antérieur, Champagne c. TAPTA [1992] R.P.T.A., 45 (C.Q.), la Cour a conclu que la Commission n'est pas tenue de retenir un critère qu'elle « peut » prendre en considération, l'appréciation duquel étant purement facultative.

L'arrêt *Gauthier* ne diffère pas tellement de l'arrêt *Champagne* dans ses conclusions. Tout au plus ajoute-t-il que si la Commission n'a qu'une obligation facultative d'appliquer un critère, elle « doit » cependant en tenir compte dans ses motifs de décision si le critère est soulevé par le demandeur.

C'est ce que la Commission fait présentement

Même si l'article 62.2 de l'ancienne loi (LPTA) ne peut être invoqué dans le présent dossier, il n'en demeure pas moins qu'on peut valablement se réclamer des décisions rendues par la Commission et basées sur le critère qui y apparaissait et qui était précédé du « peut ».

Sans repasser une à une les décisions citées, de même que d'autres au même effet mais non citées, il s'avère important de noter que :

- dans la très grande majorité des cas, le motif puisé à l'article 62.2 s'ajoutait, et souvent qu'accessoirement, à d'autres critères bien circonstanciés;
- la jurisprudence très dominante évitait de refuser « pour ce seul motif »; le très petit nombre de décisions à tendance contraire est quand même symptomatique d'une opinion minoritaire; de toute façon, si comme l'indique l'Arrêt *Gauthier*, la Commission « doit » tenir compte des critères facultatifs lorsqu'ils sont soulevés, la même règle s'applique forcément et davantage pour les critères obligatoires;
- la Commission n'a jamais voulu donner à « peut » le signification « doit ».

Finalement, même si l'article 98 a toujours prévu et prévoit encore que la loi (autant LPTA que LPTAA) prévaut sur toute disposition incompatible d'un schéma d'aménagement, d'un plan directeur ou d'un règlement de zonage, il n'en demeure pas moins (dernier alinéa) qu'une personne qui obtient une autorisation « n'est pas dispensée de demander un permis par ailleurs exigé en vertu d'une loi, d'un règlement du gouvernement ou d'un règlement municipal ».

Autant la municipalité que la MRC possèdent les outils nécessaires pour appliquer soit le règlement soit le schéma.

On sait que pour atteindre son but ultime, Roland Thibault inc. a encore beaucoup d'étapes difficiles à franchir et que la présente décision n'est pas garante de la réussite finale.

Dans les circonstances actuelles et compte tenu de la recevabilité de la demande, il serait déraisonnable de laisser tomber immédiatement le couperet sur une longue démarche à poursuivre, en refusant pour le seul motif de non-conformité, motif toujours facultatif au moment où la présente demande est analysée, alors que la MRC ou la Municipalité ont encore amplement de possibilités de stopper le projet par l'application de leur propre réglementation et que *la Loi portant interdiction d'établir certains lieux d'élimination des déchets* (L.Q. 1995, c. 60) empêchera les L.E.S. Thibault de s'agrandir jusqu'à la fin du moratoire fixé.

Pour terminer ce chapitre, la Commission tient à souligner qu'elle n'était pas saisie du site alternatif que se propose de lui soumettre la MRC à Saint-Joachim, et qu'elle n'avait pas à tenir compte non plus de l'avis de non-conformité que lui a adressé cette Municipalité.

#### Autres critères de la loi applicables au présent dossier

##### *Le potentiel et les possibilités d'utilisation*

Il s'agit essentiellement d'un milieu agroforestier, compte tenu que les espaces boisées occupent une place prépondérante dans le paysage de ce coin de territoire, ponctué par ailleurs d'usages non agricoles qui couvrent des superficies passablement importantes : site d'enfouissement, sablières, entreposage de pneus ... etc.

C'est justement à l'intérieur de l'aire boisée, sans valeur commerciale évidente, et en direction des sablières et du site d'entreposage de pneus qu'est orienté l'agrandissement du site d'enfouissement.

Certes, on ne peut vraiment pas conclure de façon définitive que l'aire visée n'offre aucune possibilité d'utilisation à des fins acéricoles, même si la MRC reconnaît elle-même que le « boisé en question ne constitue pas une érablière au sens de la loi, puisqu'il ne cadre pas avec les symboles forestiers apparaissant dans la définition en vigueur depuis les modifications législatives du 20 juin dernier »

Ajoutons à ce sujet, même s'il ne s'agit pas d'un élément des plus probant, que le refus de son bénéficiaire de se prévaloir du détachement de cette « érablière » constituée d'un peuplement d'érables rouges résineux (dossier numéro 165369), est quand même un peu représentatif de l'intérêt qu'on lui porte en fonction des rendements anticipés. Comme l'a déjà noté la Commission, il est intéressant de constater, que le rendement des érables rouges, toujours négligeable quand on veut justifier une utilisation non agricole, devient soudainement un facteur important quand vient le temps de motiver une opposition, peu importe l'envergure du peuplement.

Ultimement, force est d'admettre qu'on peut également envisager une perte d'une petite prairie d'environ deux à trois hectares au coin nord-ouest de l'aire visée, lorsque l'enfouissement aura atteint cette dernière portion.

Vingt ans d'application de la *Loi sur la protection du territoire agricole* ont mis la Commission devant certaines réalités fondamentales et incontournables :

- un site d'enfouissement requiert de grandes étendues et on ne peut généralement pas satisfaire cette exigence ailleurs qu'en zone agricole;
- l'absence complète de répercussions sur l'agriculture, l'acériculture et la foresterie, dans ces circonstances, est à toute fin pratique inconcevable.

À la lumière de ces constatations, la Commission et le monde agricole s'estiment habituellement satisfaits lorsque les pertes de ressources et l'incidence sur l'organisation agricole du milieu sont aussi limitées que dans le présent dossier.

Par ailleurs, l'expérience nous apprend aussi que de tels sites sont difficiles à localiser, compte tenu du phénomène bien connu et populairement identifié « pas dans ma cour. »

Habituellement, la Commission est alors inondée de représentations de la part de l'UPA, de regroupements de citoyens ou de groupes écologiques, orchestrées avec une gamme de tonalités qui n'excluent pas les plus sincères réactions guidées par l'émotion et la crainte, voire même la démagogie, la phobopobie et l'agressivité.

Rien de tout cela dans le présent dossier. La seule manifestation en ce sens entendue ciblait le site alternatif proposé par la MRC, et la Commission a jugé bon de rappeler au porte-parole qu'elle n'était pas saisie de cette demande et qu'elle n'avait pas, pour employer l'expression de son analyste, « à choisir entre deux sites. »

Ces remarques peuvent s'appliquer également aux autres critères ci-après étudiés ou retenus, et la Commission n'entend pas les répéter.

Il ne faut pas oublier non plus qu'une remise ultime en agriculture est prévue – elle est d'ailleurs amorcée sur le site actuel –, même si la Commission est consciente des limites de rendement des terres constituées au-dessus d'un ancien lieu d'enfouissement imperméabilisé.

#### *Les conséquences sur les activités agricoles environnantes*

La seule activité agricole dans le voisinage immédiat et digne de mention est une porcherie sise sur le même lot, possédée par le propriétaire du site d'enfouissement, et construite après l'aménagement de ce dernier.

Il s'agit d'un élevage sans sol, et les quelques prairies utilisées pour l'épandage du lisier, à l'exception de deux hectares, ne seront pas touchées par l'agrandissement projeté.

Il est vrai qu'on retrouve, à l'intérieur d'un certain rayon, les meilleures terres de ce coin de territoire, surtout plus loin au nord-ouest. Cependant, l'agrandissement sollicité n'est pas dans cette direction. Quant aux autres, des espaces boisés continueront, comme maintenant, d'assurer une zone-tampon des plus acceptable.

#### *Les normes environnementales et la ressource eau*

Compte tenu qu'il s'agit de l'agrandissement d'un site existant, qu'aucune plainte n'a été formulée par le voisinage, que des mesures d'atténuation ou de mitigation sont déjà en place et continueront de s'améliorer au rythme de l'évolution de la recherche en semblable domaine et que cet aspect relève davantage du MEF, avec lequel Roland Thibault inc. semble collaborer harmonieusement depuis des décades, la Commission ne s'attardera pas sur ces critères, d'autant plus que le dossier aura à franchir une étape ultérieure devant ce ministère, qui dispose de meilleurs outils et de services plus adéquats pour procéder aux expertises, évaluations et sondages nécessaires.

#### *La disponibilité d'autres emplacements et l'homogénéité de la communauté*

Il est bien évident, et en tout respect pour l'opinion contraire, exprimée avec ou sans ironie, que l'agrandissement d'un usage pose toujours moins de problèmes qu'une nouvelle implantation.

D'abord, ce milieu a apprivoisé ce voisinage depuis longtemps. De plus, l'extension d'un ouvrage requiert moins de bouleversements ou d'achalandage au coeur d'une communauté que la mise en place d'une activité qui doit s'intégrer subitement dans un environnement qui n'y est pas habitué.

#### *Les conséquences d'un refus pour le demandeur*

Bien entendu, il est évident que la compagnie demanderesse, établie depuis des générations à cet endroit, subirait des inconvénients majeurs si elle était forcée de s'établir ailleurs, après avoir procédé à tous les investissements que requièrent les lois et la réglementation dans un secteur d'activité aussi confronté à la qualité de l'environnement et aux difficultés d'intégration dans une collectivité.

Puisqu'il s'agit d'un critère facultatif, et que la Commission n'a pas jugé bon d'accorder une prépondérance à un autre critère également facultatif (la conformité au schéma), il lui apparaît approprié et logique de ne pas élaborer davantage sous ce chapitre

#### La conclusion

Rappelons en terminant le peu d'utilisation agricole active de la surface visée, l'absence de conséquences de ce genre d'activité sur l'implantation ou l'agrandissement d'établissements de production animale, la modification peu significative du caractère agroforestier du milieu et l'inexistence de facteurs d'entraînement. Quant aux agrandissements futurs appréhendés par la MRC, comme le dit si bien l'expression populaire, « on passera le pont quand on arrivera à la rivière », d'autant plus que la réglementation d'alors encourra peut-être, pour ne pas dire sans doute, l'irrecevabilité de la demande

Dans ces circonstances, sauf pour la conformité au schéma, la Commission s'estime en droit de conclure que les diverses barrières dressées par les dispositions de la loi, notamment par l'article 62, ont été adéquatement franchies.

Pour revenir à la conformité, compte tenu du faible impact en fonction des autres critères de la loi, la Commission a jugé qu'elle n'avait pas en main le dossier adéquat pour appliquer trop rigoureusement et prématurément la prépondérance légitimement souhaitée par le monde municipal et dorénavant reconnue péremptoirement par la législation pour les demandes actuelles et futures

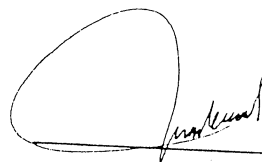
Quant à la fenêtre politique, entr'ouverte par certaines argumentations, de part et d'autre, on comprendra facilement que la Commission n'a pas voulu s'en approcher et a préféré pudiquement se tenir à distance, comme c'est son rôle et son devoir de le faire.

La présente autorisation ne dispense pas la compagnie demanderesse de se conformer aux autres lois et réglementations, notamment à la réglementation municipale, au schéma d'aménagement et aux normes environnementales.

PAR CES MOTIFS, LA COMMISSION

AUTORISE l'utilisation non agricole, aux fins spécifiques de l'agrandissement d'un site d'enfouissement sanitaire, d'une partie des lots 16 et 17, du cadastre de la paroisse de Sainte-Cécile-de-Milton, de la circonscription foncière de Shefford, d'une superficie de 23,1 hectares, montrée sur un plan préparé par EnvirAqua inc., le 8 avril 1997, sous le numéro de dossier 95-92-13, dont photocopie (réduite) demeure annexée à la présente décision pour en faire partie intégrante.

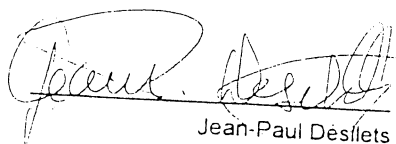
Sous peine d'agir en contravention de la loi, cette autorisation est assujettie à l'obtention de tous les certificats et permis nécessaires et au respect de toutes les directives du ministère de l'Environnement et de la Faune, notamment pour la remise en état ultime des lieux.



Bernard Trudel



Diane J.-T. Fortier



Jean-Paul Désilets

BT/DFJPD/gi

P.J. : un plan

Commission de Protection du  
Territoire Agricole du Québec  
Copie certifiée conforme par:

*Hélène P...*

